

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 127 (1982)  
**Heft:** 1

**Artikel:** Tour d'horizon  
**Autor:** Chouet, Jean-Jacques  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-344427>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 18.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Lorsqu'une junte militaire impose son pouvoir, c'est, en règle générale, dans le dessein ou sous le prétexte de mettre fin à un désordre politique intérieur dont le gouvernement civil et le parti dont il émane, voire l'ensemble des partis lorsque l'anarchie peut leur être imputée, sont rendus responsables. Le premier soin des « colonels » est alors de coffrer les dirigeants déchus et de suspendre toute activité politique.

Rien de semblable dans le cas de la Pologne. La manœuvre que le général Jaruzelski a eu la charge de conduire dès le 13 décembre 1981 n'a pas été décidée pour substituer l'autorité du Comité militaire de salut public à celle du parti communiste, mais bien pour remettre celui-ci en selle. Ce parti, autorisé par Moscou à temporiser, à composer avec les syndicats libres et avec l'Eglise catholique pour autant que ne soient mis en cause ni le régime marxiste-léniniste, ni la fidélité de la Pologne au « camp socialiste », avait échoué dans sa mission; ankylosé, miné sinon pourri, il ne pouvait se sauver, par sa seule force politique, de la menace d'un mouvement qui ne s'arrêterait plus à ses seules revendications économiques, syndicales et sociales, et débouchait, fatalement, sur une volonté de liberté politique et d'indépendance nationale.

Or, à côté de Solidarité en opposi-

tion accrue avec le régime, et de l'Eglise qui n'allait évidemment pas se charger de ramener ses fidèles dans le droit chemin du matérialisme dialectique, il ne restait qu'une force organisée dont l'intervention pouvait peut-être permettre à l'URSS de faire l'économie d'une action ouverte: l'armée polonaise. Jeu risqué, compte tenu de la popularité de cette armée et de ses liens avec la nation? A peine. Non seulement parce que cette popularité pouvait jouer en faveur du pouvoir, mais surtout parce que l'armée est intégrée dans le dispositif du Pacte de Varsovie que commande le maréchal soviétique Kulikov, que ses cadres sont sélectionnés et formés à l'école russe, qu'elle n'a en fait aucune autonomie réelle. Et puis, la force armée, ce n'est pas seulement l'armée. C'est aussi l'appareil paramilitaire: troupes frontière dépendant du ministère de l'intérieur; troupes dites de sécurité; milice dont les effectifs sont supérieurs à ceux de l'armée régulière. Le tout créé, contrôlé, conduit par le parti. De quoi, apparemment, faire régner l'ordre à Varsovie.

Quand ces lignes paraîtront, on saura peut-être si le général Jaruzelski, qui n'avait évidemment pas le choix, a réussi à ramener le peuple polonais dans une servitude dont il ne veut pas, ce qui pourrait déboucher, dans le meilleur des cas, sur une « normalisa-

tion» de style hongrois ou tchécoslovaque, sans le préalable de l'agression soviétique. Quoi qu'il en soit, on a su, dès l'été polonais de 1980, que Moscou se réservait de défendre lui-même, s'il le fallait, les «conquêtes du socialisme», et l'on a vu, au cours de l'année écoulée, qu'il prenait, sur place et alentour, toutes dispositions utiles pour dominer militairement sans délai un territoire où l'armée rouge est présente et pour actionner un appareil politique et policier qui est déjà sa «cinquième colonne».

\*  
\*   \*

La volonté de remettre à zéro le compteur polonais ne faisant pas de doute, il est à peine besoin de se demander comment ses conséquences seront accueillies par le monde libre revenu de l'illusion que l'URSS, malgré «l'accident de parcours» afghan, comme dirait M. Michel Debré, avait été touchée par l'esprit d'Helsinki. Dès le début de la crise polonaise, les Occidentaux ont dit clairement qu'ils ne voleraient pas au secours d'une Pologne envahie ou asservie. Leur ardeur à reprendre, malgré Kaboul, un dialogue qui a tourné maintes fois à leur confusion, et à contribuer, par leurs crédits, leur technologie et leur blé, à la survie des régimes de l'Europe orientale, ne pouvait que conforter le Kremlin dans l'idée que, quoi qu'il fasse contre le droit des peuples et des hommes, l'Occident ne tarderait pas à

passer condamnation. Il est vrai que, dans la situation présente, il y a deux éléments inédits. D'une part, le pouvoir communiste est contraint d'avouer, par ses actes mêmes, qu'il ne hait pas moins la liberté syndicale que la liberté nationale. Et cela n'est pas sans répercussions, jusque dans les dociles centrales d'Occident. D'autre part, pour la première fois peut-être, le bon peuple de cet Occident prend conscience, dans un cas précis, du rôle que jouent, dans la survie des régimes de l'Est, les crédits et les contrats accordés en son nom. Il comprendrait mieux aujourd'hui que, à défaut d'autres armes, ses dirigeants se servent de celle de l'économie.

Les chefs du monde libre n'en sont pas là. Ils sont dans la perplexité, comme ils le sont aussi sur ce qu'il convient d'espérer d'une négociation sur les euromissiles qui s'annonçait déjà suffisamment pénible avant que M. Brejnev y mette son grain de sel polonais. Rien, en tout cas, et pas même l'éclosion de pacifismes trop unilatéraux pour être candides, n'est actuellement de nature à les détourner de leur intention de rétablir avant qu'il soit trop tard l'équilibre stratégique rompu. Intention soutenue de la part des Etats-Unis, où le président Reagan n'a pas eu grand-peine à faire approuver par le congrès son projet de construction de cent missiles intercontinentaux MX — auxquels il reste à donner une mobilité qui les rende invulnérables à une première frappe — et de cent bombardiers B-1 qui feront

le pont entre les B-52 qui se font vieux et les futurs avions censés indétectables des années 90; intention affirmée aussi en France, avec un programme étalé de complément de la Force océanique stratégique, de remplacement des Mirage-IV atomiques par des fusées sol-sol mobiles, de renouvellement des matériels classiques et nucléaires de l'armée de terre. Les autres membres européens de l'OTAN sont à la traîne pour des raisons diverses. Et c'est, assez malencontreusement, sur le potentiel militaire de l'Allemagne fédérale que les difficultés financières et la pénurie des effectifs et des cadres pèsent de la façon la plus inquiétante.

Pourtant, le moment du relâchement de l'effort de défense n'est pas venu pour l'Europe occidentale. La compétition des armements et l'intensité de la guerre psychologique ne sont pas seules à le démontrer. Un incident comme celui de Karlskrona, la base navale suédoise où un sous-marin soviétique eût la malchance de s'échouer le 27 octobre, prouve à l'évidence que, guerre froide ou pas, on est en pleine guerre de renseignements, de reconnaissances, et que les pays neutres ne sont pas plus épargnés que les autres.

\*  
\*   \*

Les événements européens ont éclipsé, en fin d'année, les conflits extérieurs. Les foyers n'en sont pas

éteints pour autant, et pas moins susceptibles de propager l'incendie. L'agression contre l'Afghanistan dure depuis deux ans, ce qui est un bel exemple de l'aptitude d'une résistance à durer, mais aussi de l'implacable obstination avec laquelle l'URSS poursuit un dessein qui ébranle, au-delà de l'Asie centrale, la Chine comme la région du golfe Persique. L'Iran et l'Irak, également impuissants à poursuivre les avantages locaux qu'ils obtiennent alternativement, comptent chacun sur les Kurdes de l'autre pour déstabiliser l'adversaire par l'intérieur, ce qui retarde l'extinction du conflit par consommation. Le colonel Kadhafi, en se retirant d'un Tchad nullement réconcilié avec lui-même, se réserve d'y revenir, et il faudrait qu'il ait bien changé pour ne pas prendre bientôt l'une de ces initiatives fracassantes dont il est coutumier sur un théâtre qui va de la Corne de l'Afrique à la Méditerranée et de la Syrie au Sahara occidental. Et, pour localisées qu'elles sont encore, les ébullitions de l'Amérique centrale impliquent de plus en plus les grandes puissances. Parce que, vivement intéressé par ce foyer, il y a Cuba, poste avancé pour l'URSS et hantise pour les Etats-Unis.

Enfin, après la mort de Sadate, l'imbroglie du Proche-Orient ne s'est pas dénoué, tant s'en faut. Le plan Fahd, qui n'était en définitive qu'un aménagement diplomatique des thèses de l'OLP, a été mis en échec par les Arabes eux-mêmes. Les durs du Front

du refus ne renoncent pas, à terme, à régler par la force le sort d'Israël. Lequel fait de la défensive active: l'annexion du Golan ne change pas la situation, mais elle met en évidence les servitudes de la géographie militaire que l'on peut ignorer à Manhattan, mais que ni les Israéliens ni les Syriens ne sauraient méconnaître. L'initiative de M. Begin a provoqué une fâcherie avec Le Caire et Washington. Elle paraît, en vérité, de peu de conséquence. Car le président Moubarak n'a pas intérêt à compromettre les avantages acquis par l'Égypte à Camp

David — essentiellement, la récupération du Sinaï — pour les beaux yeux de Damas. Et le président Reagan, appliqué à tester l'aptitude de sa *Rapid Deployment Joint Task Force* à intervenir dans le secteur — voir les manœuvres *Bright Star* — serait mal avisé de tenir longtemps rigueur à Israël, qui jouerait cas échéant, et avec la plus grande détermination, le même rôle que l'Égypte dans une stratégie destinée, en dernière analyse, à empêcher une main-mise directe ou indirecte de l'URSS sur la région vitale du golfe Persique.

J.-J. C.

*Le temps a érodé votre notion de la liberté. Vous avez gardé le mot et fabriqué une autre notion; une petite liberté qui n'est qu'une caricature de la grande; une liberté sans obligation et sans responsabilité qui débouche, tout au plus, sur la jouissance des biens.*

ALEXANDRE SOLJENITSYNE